

LA DETTE AMÉRICAINE, PILIER VACILLANT D'UNE FINANCE MONDIALE AUX ABOIS

LE 6 JUIN 2011 FRANÇOIS LECLERC & PAUL JORION

Plus de 14.000 milliards de dollars de dettes : le Trésor US est dans le rouge cramoisi. Mais avec l'importance du dollar, c'est aussi toute la finance mondiale qui retient son souffle.

Le 16 mai dernier, la dette publique américaine a atteint son plafond, fixé par le législateur aux États-Unis. N'ayant pu obtenir du Congrès qu'il augmente ce maximum actuellement fixé à 14.294 milliards de dollars, le Trésor US avait auparavant annoncé être en mesure de jouer les prolongations jusqu'au 2 août prochain, dernier délai, en stoppant certaines opérations afin de pouvoir poursuivre ses émissions obligataires sans augmenter le déficit net.

Histoire de permettre aux élus démocrates et républicains, qui s'opposent très durement sur ce sujet, de parvenir à un compromis sur un ensemble de mesures permettant une réduction du déficit. En les adjurant même d'y parvenir, en raison des conséquences incalculables qu'un défaut de l'État fédéral sur sa dette pourrait avoir. à cet effet, une commission « bipartisane » de parlementaires siège sous la présidence de Joe Biden, le vice-président américain. Ce qui était ces dernières années pure routine – une négociation au finish assortie à chaque fois d'un accord de dernière minute – n'est cependant pas garanti d'être renouvelé dans le contexte actuel.

Les républicains à l'offensive

Le décor ne serait en effet pas entièrement planté sans la toile de fond des prochaines élections présidentielles, en novembre 2012 prochain. Suite aux élections de mi-mandat de novembre dernier (les "midterms"), les républicains sont en effet devenus majoritaires à la Chambre des représentants et entendent désormais pousser leur avantage afin d'empêcher à tout prix Barack Obama d'accomplir un second mandat. La bataille politique est féroce, dans le contexte d'une crise sociale rampante. La polarisation est extrême, certaines composantes de l'opposition républicaine s'exprimant avec une rare violence verbale, avec pour celle-ci le handicap de ne pas pouvoir rassembler pour l'instant pour les primaires du parti républicain une liste crédible de candidats potentiels à la présidence.

Réduire le déficit, mais comment dans ce contexte de surenchères républicaines ? Ces derniers n'y vont pas par quatre chemins et, fidèles à leur credo de toujours, réclament que l'État poursuive sa cure d'amaigrissement, en coupant dans le programme Medicare d'assurance-santé des plus âgées et démunis, et en diminuant les impôts. Recette magique garantissant selon eux une amélioration des affaires, et donc de l'emploi. De leur côté, les démocrates n'entendent pas toucher à Medicare et considèrent que couper dans les dépenses ne réglera pas le problème si les recettes fiscales ne sont pas également augmentées. Ils proposent de supprimer les plafonnements d'impôts pour les revenus les plus élevés institués sous l'administration Bush, et revenir sur les avantages fiscaux accordés aux compagnies pétrolières qui croulent sous les bénéfices.



Il s'agit en effet de trouver rien moins que 2.400 milliards de dollars minimum d'économie afin de tenir jusqu'à la fin 2012 si l'on ne veut pas augmenter la dette, le déficit devant atteindre 1.600 milliards de dollars cette année. Les positions en présence sont diamétralement opposées et rendent difficile de prédire une issue à des négociations qui se poursuivent à un rythme très soutenu. Le 1^{er} juin dernier, Barack Obama recevait des dizaines de parlementaires républicains à la Maison-Blanche, dans une mise en scène destinée à montrer sa bonne volonté et son écoute. Il avait auparavant mis en garde, au cas où un accord ne pourrait pas être trouvé :

“

Nous pourrions subir une récession encore plus grave que celle que nous venons de traverser. Une crise financière mondiale plus grave encore.

”

Peut-on être certain que cet alarmisme n'était fait que de calcul ?

La fin programmée du rêve américain

L'affrontement politique tient le devant immédiat de la scène. Mais le pire se présente derrière, annonçant pour qui veut l'avouer la fin du « rêve américain », car un ressort et ciment de la société est brisé, quoi qu'il se passe le 2 août prochain. Une machine a été cassée, à la réparation improbable, qui permettait de suppléer par l'endettement la baisse des revenus des classes moyennes afin de préserver leur niveau de vie et mode de consommation. Les innombrables saisies des maisons et la persistance d'un niveau très élevé de chômage illustrent la nouvelle donne.

La longue audition de Robert Reich, ancien secrétaire d'État au Travail sous l'administration Clinton et professeur à l'université de Berkeley, qui eut lieu le 12 mai dernier devant la commission sur la santé, l'éducation et le travail du Sénat est à cet égard très éloquent. Revenant sur l'histoire du pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a montré comment s'est constitué puis a été ensuite brisé le cercle vertueux qui a durant une longue période assuré une croissance économique reposant sur le plein emploi et la rémunération des ouvriers d'un côté, l'augmentation de la production et de la consommation de l'autre. Le tout contribuant au développement d'une classe moyenne numériquement importante.

Il voit cette ère de grande prospérité prendre fin en 1977, suite à la détérioration progressive de la situation de la classe moyenne américaine. Attribuant celle-ci à la baisse de la rémunération du travail, amenant les femmes à travailler afin d'apporter un second salaire et voyant les horaires de travail augmenter, tandis que les crédits publics affectés à l'éducation, à la santé, à l'aide des chômeurs et à la protection sociale diminuaient, et l'endettement des ménages augmenter afin de maintenir un niveau de vie menacé. On

connaît la suite.



Des précurseurs aux « indignés » européens

Les Américains en font quotidiennement l'expérience, qui constatent désormais que l'Amérique est un pays de pauvres où vit une petite minorité de très riches et une classe moyenne dont les moins favorisés sont en voie de paupérisation. Avant les Portugais, les Espagnols et les Grecs, ils ont eu leurs « indignés ». C'était en mars dernier, à Madison, capitale du Wisconsin. Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé durant des jours et des jours dans les rues, afin de s'opposer à un projet de loi du nouveau gouverneur républicain de l'État, qui voulait limiter les droits des syndicats des fonctionnaires, avec le projet de réduire leurs pensions pour diminuer le déficit de l'État. Car le problème du déficit public se pose aussi au niveau local, et dans certains cas de manière cruciale. Le marché des « munis », les obligations émises pour se financer par les différentes autorités locales américaines, dont les États, est également atteint.

Enfin adoptée le 10 mars dans des conditions rocambolesques par les représentants républicains de l'État barricadés dans le parlement, après que les démocrates eurent quitté l'État pour que le quorum ne soit pas atteint et furent recherchés par la police pour les ramener manu militari, la loi vient d'être annulée par un juge. Mais une démonstration de cette ampleur et avec une telle détermination, c'est du jamais vu dans l'histoire américaine récente ! L'affaire n'est pas finie, non seulement parce que le gouverneur a fait appel de la décision, mais parce que la situation financière des États américains, souvent désastreuse, va inévitablement aboutir à la mise en cause des pensions des employés de l'État, enseignants, personnels de santé, pompiers et policiers, etc.

Moins spectaculaire mais tout aussi parlant, une candidate démocrate vient d'être à sa grande surprise élue à la Chambre des représentants dans une circonscription de l'État de New York habituée à donner ses votes aux républicains. Pour y parvenir, Kathy Hochul a tout simplement fait campagne en faveur du maintien de Medicare et sur la nécessité de maintenir les protections destinées aux personnes âgées.

À nouveau, la stagnation économique menace

Rien dans la conjoncture économique américaine n'est source d'optimisme. Selon le Département du Commerce, la croissance américaine continue de décroître de trimestre en trimestre, passant de 3,1% au dernier trimestre 2010 à 1,8% au premier trimestre 2011. Est particulièrement en cause la baisse de la consommation des ménages, le moteur de la croissance américaine. En tenant compte de l'inflation, elle n'a progressé que de 0,1% en avril dernier, à l'identique de mars.

Plus mal vécu encore à Wall Street, les nouvelles inscriptions au chômage sont reparties à la hausse, selon le Département du Travail. Déjouant les prévisions, les embauches ont considérablement ralenti en mai, et le taux de chômage officiel est remonté de 0,1 point, progressant à 9,1%. Un taux considéré par de nombreux analystes comme très minoré par rapport celui du chômage réel. Avec un taux de croissance de 2,2% sur les quatre derniers trimestres, il ne peut en tout état de cause pas être résorbé.

Enfin, après avoir connu un plateau, le prix de l'immobilier est reparti à la baisse, pour retrouver aujourd'hui son niveau de 2002. Quant au marché immobilier commercial (grandes surfaces commerciales, hôtels, etc.), il rencontre également de grandes difficultés, annoncées pour s'aggraver l'an prochain. Le fonds d'investissement Whitehall, filiale de Goldman Sachs, vient ainsi de restructurer la dette d'un de ses plus gros portefeuilles hôteliers grâce à un apport de l'Abu Dhabi Investment Authority, le fonds souverain de l'Émirat. Ce n'est que le début d'une longue série de refinancements qui s'annonce.

Le spectre d'un « double dip » – une rechute de la croissance qui était repartie – avait été évacué, mais il réapparaît et la bourse en fait à nouveau les frais après avoir connu une embellie due à l'abondance des liquidités distribuées par la Federal Reserve.

Dans sa causerie hebdomadaire du samedi à la radio et à la télévision, Barack Obama a reconnu que l'économie devait affronter « *de forts vents contraires* ». dont l'origine serait selon lui à trouver dans le prix élevé de l'essence, le séisme au Japon et la situation financière européenne... N'ayant pas de remèdes à proposer pour les contrarier, il a faute de mieux terminé par une péroraison : « *Nous sommes un peuple qui n'abandonne pas, nous faisons de grandes choses, nous façonnons nos destinées. Et je suis persuadé que si nous conservons cette état d'esprit, le meilleur est devant nous.* »

Le spectre d'une seconde crise

Les milieux financiers américains ont publiquement fait part de leur profonde inquiétude à propos de la perspective d'un défaut sur la dette. Fait sans précédent, le Comité consultatif du Trésor pour les questions d'emprunt (TBAC), qui regroupe les dirigeants des principales mégabancs et fonds d'investissement intervenant sur le marché de la dette, a pris sa plume pour écrire à Tim Geithner, le secrétaire d'État au Trésor. « *Les risques qu'un défaut de paiement ferait peser à long terme sont si élevés que tout retard dans le relèvement du plafond de la dette est susceptible d'avoir des conséquences négatives sur les marchés, bien avant que le dit défaut ne se produise réellement.* » Précisant en mettant les points sur « i » que cela pourrait déclencher « une autre crise financière catastrophique, après celle de 2007-2009 dont le monde ne s'est pas encore remis. »

Avant même la date butoir redoutée du 2 août prochain, la fin du mois de juin est attendue par les analystes financiers américains. Vient en effet à cette date à échéance le programme de la Federal Reserve d'« **assouplissement quantitatif** », lui ayant permis par le biais d'une création monétaire intense (la planche à billet) d'acheter pour 600 milliards de dollars d'obligations publiques américaines et de maintenir les taux de celles-ci à un faible niveau.



Que va-t-il alors se passer sur le marché obligataire ? À quel taux le Trésor va-t-il placer ensuite ses émissions, leur principal acheteur faisant défaut, s'il ne relance pas un nouveau programme d'achat ? À l'occasion d'une audition devant le Sénat, Tim Geithner a affecté une sérénité toute professionnelle :



Le monde perçoit toujours les États-Unis et le système politique américain comme étant à la hauteur pour faire aboutir des réformes, renforcer l'économie et revenir à une situation budgétaire plus viable. Ajoutant, pour remporter l'adhésion : Si vous regardez le coût auquel nous empruntons aujourd'hui, vous voyez qu'il y a toujours une confiance énorme dans le monde dans la capacité de ce système politique.



Les analystes financiers, tout en reconnaissant l'absence de tension actuelle sur le marché, sont plus perplexes. L'arrêt des achats de la Federal Reserve et de la distribution abondante de liquidités pourrait créer des situations de retournement rapide sur les marchés des actions et des matières premières, et affecter également le crédit. Mais si, de surcroît, les acheteurs américains de la dette se mettaient à la boudier – comme le principal d'entre eux, le fonds d'investissement Pimco, a annoncé le faire – une augmentation des taux obligataires et du coût de la dette deviendrait inévitable. La conjonction d'une telle situation avec un défaut sur cette dernière, au cas où aucun accord ne serait possible au Congrès, pourrait créer un véritable séisme.

Dans l'immédiat, les investisseurs ont réagi différemment, prenant à contre-pied ceux qui ont cru devoir anticiper une hausse des taux obligataires et la baisse correspondante de leur valeur faciale. Réagissant au tir groupé d'exécrables nouvelles économiques qui vient d'intervenir, ils se sont malgré tout réfugiés sur le marché de la dette obligataire, aboutissant à son soutien. Entre deux maux, il faut choisir le moindre.

Les pressions sont fortes sur la Federal Reserve pour que ne soit pas lancé un nouveau programme de « assouplissement quantitatif » avec pour objet de poursuivre les achats d'obligations du Trésor. La tentation est grande pour ses dirigeants de renvoyer la balle au gouvernement, à la manière de la Banque Centrale Européenne qui multiplie les pressions pour que les gouvernements multiplient les mesures de réduction des déficits publics. Ben Bernanke, son président, paraît même y avoir succombé, au nom de la lutte contre l'inflation qu'une relance de la planche à billet pourrait favoriser et dont les milieux d'affaire ne veulent à aucun prix, car elle éroderait leurs avoirs. Mais ce n'est peut-être que partie remise, si le ralentissement économique se confirme et se poursuit. Plus souterraine, une autre bataille non moins décisive se poursuit parallèlement à celle qui se déroule au Congrès.

Il n'y a plus d'échappatoire

Le relèvement in extremis du plafond de la dette, à la faveur d'un compromis sans lendemain entre les démocrates et les républicains, ainsi que l'attentisme de la Federal Reserve sont l'hypothèse la plus probable, car elle permettrait de différer encore des choix douloureux de tous côtés. Pour définir sa ligne de conduite, la Federal Reserve est ballottée entre le risque de l'inflation et celui de la stagnation. Si les deux devaient intervenir simultanément, les États-Unis entreraient en stagflation, suivant en cela les Britanniques qui semblent s'y diriger.

Au-delà de la bataille permanente à propos de la réduction du déficit budgétaire qui va se poursuivre ces prochains mois, l'évolution de la structure de la dette est une donnée alarmante. La maturité moyenne de la dette se raccourcit, rendant celle-ci plus sensible à une augmentation des taux, car devant plus vite être « roulée », c'est-à-dire refinancée par de nouvelles émissions. Une rapide augmentation du service de la dette pourrait en résulter, pesant encore plus sur le budget de l'État alors qu'il faut déjà réduire son déficit.

Depuis le temps qu'il est annoncé que les États-Unis ne pourront pas éternellement accroître leur gigantesque dette publique, l'administration américaine est sans conteste arrivée au moment où elle ne peut plus désormais tergiverser indéfiniment. Ne pas réduire le déficit reviendra à prendre le risque d'accélérer brutalement une chute du dollar qui contribuerait à précipiter une réforme du système monétaire international que les États-Unis veulent repousser au plus tard possible, car elle sanctionnerait la fin du statut privilégié du dollar et la possibilité de financer à bas prix leur déficit. S'y résoudre, malgré la difficulté de l'exercice et le contexte politique qui ne s'y prête guère, ce sera reconnaître sans attendre et sans plus de manières la fin du rêve américain et sanctionner le déclin irréversible de la première puissance mondiale.

Il n'y a plus d'échappatoire. Aucun de ces deux choix possibles n'est exaltant, les deux sont porteurs d'une accentuation de la crise sociale et de la dégringolade des classes moyennes. Seule la Federal Reserve pourrait retarder ce choix en relançant la planche à billet, mais à quel prix ? L'inflation n'est plus une solution acceptable pour un monde financier qui en serait la première victime et en craint les effets, ni pour tous les détenteurs d'avoins en dollars, car le pouvoir d'achat de ceux-ci seraient rogné.



Public et privé dans le même panier percé

Aux États-Unis comme en Europe, la crise de la dette publique rejoint celle de la dette privée. Les deux s'additionnent et ne font qu'une en raison de leur étroite interconnexion, expression d'un système au bout de son rouleau. L'accroissement brutal de la dette publique ayant comme principale origine les effets de sa crise, débutée en 2007 et dont il ne parvient pas à sortir. L'hypertrophie du système financier le condamne sans rémission, car cette dette gigantesque sur laquelle il est bâti n'est ni remboursable ni extensible à l'envi et crée une grande instabilité structurelle, telle une pyramide reposant sur sa pointe.

La Federal Reserve a acheté 2.000 milliards de dollars de bons du Trésor et d'obligations hypothécaires, sans compter celles dont Fannie Mae et Freddie Mac sont gorgées. Jusqu'où est-il possible de ne pas aller ? L'agence de notation Moody's vient de frapper deux des trois coups. Dans un premier temps, elle a menacé d'abaisser la note des trois principales banques américaines – Citigroup, Bank of America et Wells Fargo – car elles risquent selon elle de ne plus bénéficier dans l'avenir d'un même soutien du gouvernement. Dans un second, elle a annoncé « *placer la dette de l'État fédéral américain sous surveillance, en vue d'un éventuel abaissement en cas d'absence de progrès sur le relèvement du plafond de la dette dans les semaines à venir* ». Les banques centrales, heureusement pour elles, ne sont pas soumises à la notation...

Ce qui est en cause aux États-Unis et déborde de ses frontières, c'est l'affaiblissement du dollar et des obligations d'État, car celles-ci sont l'actif refuge par excellence du système financier, le collatéral de dernier ressort. Ne plus pouvoir compter sur celles-ci comme pilier, c'est perdre un point d'appui que rien ne peut remplacer, aboutissant à déséquilibrer encore l'ensemble du système.

La crise de la dette US est américaine par ses causes, mondiale par ses effets.

Photos flickr [Scotriani](#) [Chris Devers](#) [peregrinari](#) [doug88888](#) [TheFadedPast](#)


BENJ

le 6 juin 2011 - 13:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Article passionnant, mais qui ne laisse pas très optimiste...

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

PHILIPPE

le 6 juin 2011 - 20:55 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



On essaye quand un autre système ?

Quitte à voir disparaître ou nationaliser toutes les grandes banques...

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

EMMANUEL

le 7 juin 2011 - 6:49 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Il n'y a pas 36 solutions.

Jancovici et Grandjean se plantent quand ils parlent de climat (cf. "3 ans pour sauver le monde" rien que le titre, ça laisse rêveur),

Mais il y a une petite pépite dans ce bouquin : les traites de travail. Où comment remettre tout le monde au boulot avec une quasi-monnaie. Hitler l'a fait avec succès, notamment pour préparer la guerre, il serait sain de s'en inspirer pour maintenir la paix.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

EMMANUEL

le 7 juin 2011 - 7:11 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"remettre tout le monde au boulot", sous-entendu quand il n'y a plus de travail autrement rémunéré qu'avec de la monnaie de singe.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

LAPINBLANC

le 7 juin 2011 - 9:46 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



S'inspirer d'Hitler ? je préfère la nationalisation des banques, tout de suite. Que je sache, nous ne sommes pas responsables de leur folie.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

EMMANUEL

le 7 juin 2011 - 10:48 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Pour acheter des banques, il faut de l'argent. Il n'y en a plus.

"S'inspirer d'hitler" : raccourci qui ouvre la porte à tous les malentendus.

Créer, comme dans l'Allemagne des années 30, un autre système de monnaie non pas pour produire des armes, ni mettre en œuvre un désastre absolu, mais justement éviter les désastres en gestation.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

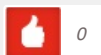
EMMANUEL

le 7 juin 2011 - 11:05 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je précise : il faut de l'argent public, il n'y en a plus. Et emprunter va devenir de plus en plus cher dans les mois et les années qui viennent. Difficile de nationaliser les banques dans ces conditions.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 7 juin 2011 - 11:31 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Il y a effectivement quelque chose de beaucoup plus intelligent à faire que de nationaliser compulsivement les banques : faire supporter le poids de la recapitalisation sur les investisseurs, comme l'explique brillamment Vincent Bénard :

<http://www.objectifeco.com/economie/economie-politique/article/vincent-benard-dettes-souveraines-vers-l-heure-de-verite-queles-solutions>

En revanche, remettre tout le monde au travail, oui mais pour quoi faire? A-t-on vraiment besoin que tout le monde travaille ? Le taux de chômage est très élevé, et pourtant, n'avons nous pas tout ce qu'il nous faut ?

Bref, pour moi la solution consiste davantage à garantir à tous une certaine dignité par un revenu minimum garanti.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

EMMANUEL

le 7 juin 2011 - 11:39 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Du boulot, il y en a et il va y en avoir.

Les besoins sont énormes auprès des seniors, par exemple, et assez mal couverts – contrairement aux idées reçues. Je ne parle même pas de l'entretien des biens publics. Des métiers peu qualifiés peuvent être revalorisés par une quasi-monnaie exclue des risques de change et de la spéculation.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ASSURANCETOURIX

le 9 juin 2011 - 14:58 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Les Etats-Unis doivent réellement 62.000 milliards de dollars !

Tel est le gros titre du journal USA Today du 6 juin dernier:

http://www.usatoday.com/news/washington/2011-06-06-us-owes-62-trillion-in-debt_n.htm

USA Today rapporte que le total des dettes et des obligations non-provisionnées des Etats-Unis – que le journal mesure grâce à des principes comptables acceptés un peu partout – a augmenté de 5.300 milliards de dollars en 2010, et se monte désormais à 61.600 milliards de dollars (à comparer au plafond de 14.294 milliards de dollars de la dette officielle fédérale cité au début de cet article).

Soit 527.000 \$ par ménage américain !

Et Barack Obama, dans une déclaration toujours du 6 juin, de presser les Européens d'éviter par tous les moyens d'acculer la Grèce à la faillite.

Ah, diversion institutionnalisée lorsque tu tiens nos élites dans le déni public des réalités ...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DATRE GHIVO

le 5 juillet 2011 - 18:23 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



A lire sur le même sujet, un site collaboratif qui traite beaucoup de ce sujet :

<http://www.intelligence-strategique.eu>

Et particulièrement cet article : <http://www.intelligence-strategique.eu/2011/crise-de-la-dette-americaine-une-prophetie-autorealisateur-en-action/>

Merci pour votre article!

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

La voie libérale vers la décroissance | Tête de Quenelle ! le 7 juillet 2011 - 17:22

[...] suffit de regarder ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Angleterre, en Irlande et aux États-Unis pour comprendre que le temps n'est pas à la reprise, bien au contraire : tous les [...]